



AFRIQUE/EGYPTE - Commentaire de l'Evêque de Minya des coptes catholiques à l'annonce de la candidature du Maréchal al-Sisi à la Présidence de la République

Minya (Agence Fides) – Le chef des forces armées égyptiennes, le Maréchal Abdel Fattah al-Sisi, a confirmé publiquement sa candidature aux élections présidentielles qui se tiendront en Egypte en avril prochain. « Je n'ai pas d'autre choix si ce n'est celui de répondre à l'appel du peuple égyptien » a déclaré le militaire dans un entretien accordé au quotidien koweïtien al-Seyassah.

« La candidature officielle d'al-Sisi – explique à l'Agence Fides l'Evêque de Minya des coptes catholiques, S.Exc. Mgr Boutros Fahim Awad Hanna, – représente un fait important pour tout le pays et pas seulement pour les chrétiens. Au cours de la dernière année, al-Sisi a eu un rôle clef dans le fait que l'Egypte ait suivi la feuille de route établie pour sortir de la crise. Ses prises de position et ses choix ont été appréciés par une grande partie de la population. Le consensus croissant dont il bénéficie se perçoit y compris dans la rue et se trouve enregistré par les moyens de communication ». Selon l'Evêque, le fait qu'al-Sisi provienne du monde militaire n'offusque pas en soi la légitimité démocratique de sa candidature. « Al-Sisi – affirme Mgr Hanna – quittera l'armée et ses fonctions de Ministre de la Défense. En tant que citoyen égyptien, il a le droit de se porter candidat, comme tout le monde. Ce qui importe est que d'autres candidats de poids soient présents dans la compétition électorale de manière à pouvoir réaliser une élection vraiment démocratique. Al-Sisi et les autres candidats présenteront chacun leur programme et le choix appartiendra au peuple ».

De l'avis de l'Evêque de Minya des coptes catholiques, la probable réussite d'al-Sisi dans le cadre des prochaines élections présidentielles ne devrait pas être interprétée comme l'instauration d'un régime militaire masqué. « Après ce qui s'est passé ces dernières années – explique à Fides Mgr Hanna – seul celui qui gouvernera avec justice, dans le respect de la Constitution et de la méthode démocratique conservera l'appui du peuple ». Face à cette nouvelle situation, les responsables des églises chrétiennes sont appelés, eux aussi, à faire preuve d'un discernement adéquat : « En tant qu'hommes d'Eglises, au moins en ce qui concerne les Eglises catholiques – explique l'Evêque – il est opportun que nous nous abstenions de diriger les fidèles vers l'un ou l'autre des candidats. Chaque fidèle choisira librement et en conscience sur la base du programme qui le convainc le plus. A nous Evêques, il convient de conserver une attitude de réserve, en évitant de fournir des prétextes à ceux qui accusent les églises de se livrer à des manœuvres politiques ». (GV) (Agence Fides 06/02/2014)